

REPUBLIQUE DU NIGER

**MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA
COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES
NIGERIENS A L'EXTERIEUR.**

DISCOURS DU MINISTRE D'ETAT

**Devant la 68^{eme} session ordinaire de l'Assemblée Générale
des Nations Unies.**

NEW YORK, 27 septembre 2013.

NB. Seul le texte prononcé fait foi.

Monsieur le Président,

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant cette 68^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui se tient dans un contexte marqué ici et là, par des évolutions plutôt inquiétantes en matière de paix et de sécurité, évolutions que nous avons fort opportunément l'occasion d'examiner et de traiter conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

A l'entame de mon propos, je voudrais vous féliciter, **Monsieur JOHN ASHE** pour votre brillante élection à la présidence de cette session sans oublier tous les autres membres du Bureau avec lesquels vous aurez la lourde tâche de gérer nos discussions.

Je voudrais également remercier le Secrétaire Général, Monsieur **BAN KI MOON** pour ses efforts inlassables dans les domaines tels que le développement durable, la paix, la sécurité et la lutte contre le terrorisme, en particulier dans notre région du Sahel.

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le thème de notre 68^{ème} session " **Programme de développement post 2025 : Plantons le décors** " nous amène à juste titre à nous interroger sur les mesures à prendre, sur la base de la solidarité, dès lors qu'il est établi que de nombreux pays n'atteindront pas dans les délais convenus, les Objectifs du Millénaire pour le Développement OMD, comme c'est le cas de mon pays le Niger.

Cette session de l'Assemblée Générale des Nations Unies m'offre l'occasion de relever les actions en cours au Niger dans ce sens.

En effet, le **Programme de la Renaissance** mis en oeuvre depuis l'élection du Président **ISSOUFOU MAHAMADOU** à la tête du pays, fait de l'agriculture, de la santé et de l'éducation, des priorités absolues afin que puisse être substantiellement amélioré, **l'Indice de Développement Humain**.

Les ressources qui y ont été injectées ont ainsi permis au Niger de réaliser des avancées significatives en la matière, en réussissant en particulier à réduire la proportion de la population en situation d'extrême pauvreté et de sous alimentation chronique.

C'est le lieu ici de saluer le concours appréciable des partenaires bilatéraux, des Organisations Internationales y compris les ONG qui accompagnent le Gouvernement du Niger dans ses politiques et programmes pour un développement socio économique harmonieux.

Et c'est à cette fin que le Gouvernement nigérien a lancé un ambitieux programme dénommé Programme de Développement Économique et Social (**PDES**) dans le cadre duquel une table ronde de bailleurs de fonds s'est tenue en novembre dernier à Paris. Au terme de cette table ronde, des annonces de contribution de plus de

4800 millions de dollars US ont été enregistrées, soit plus que l'enveloppe attendue par le Gouvernement nigérien.

Le Niger appelle à la mobilisation effective des financements annoncés de façon à lui permettre de lancer les actions concrètes dans les 5 axes stratégiques qui sont :

- **La consolidation de la crédibilité et de l'efficacité des institutions publiques,**
- **La création des conditions d'un développement durable, équilibré et inclusif,**
- **La sécurité alimentaire et le développement agricole durable,**
- **Une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée et inclusive,**
- **La Promotion du Développement social.**

C'est dans ce cadre et au regard de l'intérêt particulier accordé aux populations rurales par le Président ISSOUFOU MAHAMADOU, qu'a été élaboré et lancé le programme de l'Initiative 3 N " **Les nigériens nourrissent les nigériens** ", avec pour finalité, la sécurité et la souveraineté alimentaires en vue de mettre fin aux situations de détresse alimentaire générée par les sécheresses récurrentes.

Il s'agit à travers ce Programme, d'améliorer la productivité agricole par la promotion de l'irrigation au moyen d'une exploitation judicieuse de l'important potentiel hydrique du pays, une amélioration des techniques de production par l'utilisation conséquente d'intrants et de machines, une réorganisation du monde paysan, une rationalisation des filières de commerce des produits agro pastoraux et la construction de routes rurales.

Toujours en ayant à l'esprit les Objectifs du Millénaire pour le Développement, le Gouvernement nigérien accorde une attention particulière à la question déterminante de l'éducation avec la construction d'écoles, la fourniture d'équipements pédagogiques, le recrutement massif d'enseignants et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Dans le même sens, le Gouvernement est déterminé à mettre en œuvre, une politique de sensibilisation visant un meilleur contrôle de la croissance démographique, laquelle pour le moment, annihile tous les effets de la remarquable croissance économique enregistrée par le pays, ces dernières années.

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs,

Je le disais au début de mon propos, la présente session intervient à un moment où la vocation et le rôle de notre Organisation sont mis à rude épreuve du fait d'une situation internationale marquée par des crises et conflits persistants ou nouveaux, face auxquels, plus que jamais, nous nous devons de réagir, en ayant à l'esprit les buts et principes convenus à travers la Charte.

Le Niger appelle l'Assemblée générale et en particulier le Conseil de Sécurité à continuer de s'investir de façon résolue, à la recherche de solutions négociées et durables à ces situations de crises meurtrières, génératrices de désolation, de déplacements de personnes, de réfugiés et qui compromettent le développement économique et social.

Pour nous au Sahel, la grande préoccupation au cours des années 2012/2013, a été le Mali. Le Niger se réjouit de l'issue heureuse de la crise que ce pays a connue et du dispositif de veille active mis en place par l'Organisation des Nations Unies à travers la **MINUSMA**.

Cela a été possible grâce à une mobilisation conséquente de la Communauté Internationale.

Cette mobilisation a été impulsée par la CEDEAO, qui avait consacré au Mali plusieurs rencontres, de très haut niveau. Elle a été efficacement relayée par l'Union africaine à travers son Conseil de paix et de sécurité. Elle a fait l'objet d'un suivi régulier à l'ONU qui y a consacré de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.

Mais aujourd'hui, à l'heure de l'évaluation de notre action commune, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître que nous devons le salut du Mali surtout à la décision clairvoyante du Président **FRANCOIS HOLLANDE** d'engager l'opération **Serval** qui n'avait, on s'en souvient, mis fin à la grande équipée de la coalition terroriste du début du mois de janvier 2013 que parce qu'elle avait engagé des moyens conséquents, à la hauteur de la menace.

À cette heure de bilan, force en effet est de reconnaître que si la CEDEAO a très tôt fait l'option juste et pertinente d'une intervention militaire, la plupart des États sensés mobiliser des contingents sont loin d'avoir fait preuve de célérité pour les rendre disponibles et opérationnels.

L'ONU, quant à elle, on s'en souvient en était à vouloir chercher des nuances entre les organisations terroristes afin, contre toute évidence, de promouvoir le dialogue avec certaines d'entre elles.

Nous qui subissions la menace étions particulièrement anxieux au regard de certains débats à l'ONU qu'on aurait pu éviter pourvu que l'on regardât la réalité en face, dans la simplicité de son évidence. Ce sont les attermolements injustifiés de la communauté internationale qui avaient encouragé les terroristes à pousser leur avantage en s'assignant un agenda et des objectifs nouveaux, les conduisant à envisager une conquête totale du territoire malien, voire au delà.

Si j'insiste sur cet aspect des choses c'est parce que je sais combien nous avons frôlé la catastrophe d'une part et parce que d'autre part j'ai la conviction que parce que nous sommes un ensemble complexe nous ne sommes pas forcément condamnés au mieux à l'inaction, au pire aux erreurs.

Monsieur le Président, en dépit de ce que je viens de relever l'action de la communauté internationale au Mali a donné des résultats très positifs car aujourd'hui grâce au soutien de tous, le Mali en plus d'être libre, vient le 11 août

dernier d'élire son Président à l'occasion d'un scrutin à tous points de vue remarquable.

La communauté internationale doit continuer de soutenir le Mali en renforçant les effectifs et les capacités de la MINUSMA de façon à parachever le travail d'éradication des groupes terroristes qui, s'ils sont en ce moment en mauvaise posture sont loin d'avoir dit leur dernier mot.

Il est, par ailleurs urgent de mettre en place une coordination régionale et internationale chargée de sécuriser l'ensemble de l'espace sahélo-saharien, à travers notamment des mesures vigoureuses de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transfrontalière organisée de façon générale.

C'est le lieu pour moi d'avoir une pensée émue pour les otages détenus par les terroristes dans la zone sahélo – saharienne et, en exprimant ma sympathie à leurs familles, d'appeler à la poursuite des efforts pour leur rapide libération.

Les problèmes du Sahel ne sont pas que des problèmes sécuritaires. Cette région du monde, déshéritée entre toutes, est en proie aux effets du changement climatique, à la désertification, aux sécheresses récurrentes ainsi qu'à leurs effets que sont les crises alimentaires et la malnutrition.

Elle a, à ce titre, besoin d'investissements importants dans le cadre d'une stratégie globale soutenue par l'ensemble de la communauté internationale en vue d'assurer le progrès économique indispensable pour sa stabilisation et son émancipation de l'emprise des acteurs violents.

Monsieur le Président,

Le terrorisme en Afrique n'affecte pas que la région du Sahel. Il sévit aussi dans la **corne de l'Afrique**. Il vient de frapper le peuple kenyan, le 23 septembre dernier, à travers l'attaque sanglante et meurtrière du centre commercial WESTGATE de Nairobi. Je saisis l'occasion pour présenter mes condoléances au Gouvernement du Kenya.

Les populations en **République centrafricaine** vivent des moments dramatiques marqués par un niveau de violence inouï. **Le Niger en appelle à une intervention internationale du niveau de celle réalisée au Mali en janvier 2013 pour mettre fin au martyr de ce peuple.**

S'agissant de la **Palestine**, il est affligeant de savoir que dans le monde d'aujourd'hui si marqué par les effets des technologies les plus sophistiquées et si imprégné des valeurs de la modernité, un peuple puisse être privé de ses droits les plus élémentaires.

Le Niger fonde l'espoir que l'actuelle initiative du gouvernement des États-Unis d'Amérique soit couronnée de succès et qu'à terme un État palestinien souverain puisse être fondé, à côté de l'État d'Israël et en harmonie avec celui-ci.

Ce qui se passe en **Syrie** est une véritable tragédie. C'est en vérité toute une civilisation millénaire qui s'abîme sous nos yeux. Ce pays est en train d'être

littéralement détruit. Le Niger condamne l'utilisation des armes chimiques tel que cela a été le cas le 21 août dernier et appelle l'ONU à favoriser une solution politique à l'occasion de la prochaine conférence de Genève.

Les populations **cubaines** subissent depuis plusieurs décennies un embargo commercial, économique et financier. Le Niger appelle à la levée de cet embargo.

En terminant mon propos, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je formule le vœu ardent que nos délibérations contribuent à faire avancer la cause de la paix, de la sécurité et du progrès.

Je vous remercie pour votre aimable attention.